

La Russie de Vladimir Poutine : un virage vers le passé ?

Lilia Shevtsova, Svetlana Lomidzé

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** 2007/5 **Hors série**, PAGES 75 À 88
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 2200924157

DOI 10.3917/pe.hso1.0075

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2007-5-page-75?lang=fr>



CAIRN · INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

LA RUSSIE : INCERTITUDES INTERNES



La Russie de Vladimir Poutine : un virage vers le passé ?

Par **Lilia Shevtsova**

Lilia Shevtsova est Senior Associate au Carnegie Endowment for International Peace et co-directeur de programme au Moscow Carnegie Center.

Texte traduit du russe par Svetlana Lomidzé

Le régime de Vladimir Poutine, replacé dans l'histoire de la Russie, ressemble à un nouvel avatar du pouvoir russe traditionnel, monolithique et personnalisé, la séparation des pouvoirs n'y étant que théorique. Toute la question est donc de savoir comment Poutine peut réussir à concilier deux facettes opposées de sa personnalité – l'aspect réformateur pro-occidental et l'aspect politique autoritaire –, et comment peuvent évoluer ses choix initiaux de politique étrangère, plutôt favorables à l'Occident.

Ce texte a été publié pour la première fois dans le n° 1-2004 de Politique étrangère.

politique étrangère

L'automne 2003 a montré que la stabilité politique russe était fragile, voire illusoire. L'assaut du pouvoir contre l'un des principaux oligarques, la division de la classe politique, l'influence croissante de la bureaucratie et des structures de force, la défaite des démocrates et libéraux aux législatives de décembre, et l'émergence d'une puissante force national-populiste¹ : tout témoigne des changements de la vie politique russe.

Le vieux système russe est-il fini ?

« Tout a changé et tout est comme avant », remarque l'écrivain Fazil Iskander à propos de la politique russe. Vladimir Poutine a pu démontrer que la société russe, dans la courte période qui la sépare de la chute

1. Aux élections à la nouvelle Douma, le parti pro-Kremlin Russie unie a remporté la victoire, avec 37,4 % des voix. Les communistes ont obtenu deux fois moins de voix qu'aux élections de 1999 : 12,65 %. Les nationaux-populistes – Parti libéral-démocrate de Russie (LDPR) de V. Jirinovski – et le bloc « La Patrie » de S. Glaziev et D. Rogozine ont obtenu plus de 20 % de voix (LDPR : 11,49 % ; La Patrie : 9,04 %). Les partis libéralo-démocratiques, Yabloko et SPS, ne sont pas entrés à la Douma, n'ayant pas passé la barre des 5 %. Enfin, 4,72 % des électeurs ont voté « contre tous ».

du communisme, a abandonné les principes clés d'une organisation du pouvoir qui se perpétuait depuis des siècles². Ce pouvoir est désormais légitimé par des élections et non par la violence, l'idéologie, la prééminence d'un parti ou la succession monarchique. La Russie ne se cherche plus dans la confrontation avec l'Occident ni par l'élection d'un ennemi extérieur. L'économie continue à évoluer vers le marché, avec un contrôle d'État décroissant et toutes les conséquences qui en découlent pour les libertés individuelles. Enfin, la limitation des ressources du pouvoir rend désormais plus improbable le retour de la Russie vers la dictature.

Que reste-t-il donc du système russe traditionnel ? D'abord, un mélange des genres qui s'exprime dans la fusion, au moins partielle, des affaires et de la politique, du privé et du public, comme dans les tentatives du pouvoir de modeler les institutions politiques d'en haut. Ce pouvoir demeure personnalisé et monolithique, la séparation des pouvoirs n'existant pas. Le leader concentre les principaux moyens et les capacités de contrôle de la société. Il se trouve en réalité placé hors de la société et du système politique : personne ne le contrôle. Le fonctionnement du pouvoir comme « verticale » administrative et son institutionnalisation démocratique sont en réalité incompatibles. Le pouvoir doit certes être élu, mais c'est lui qui désigne les candidats... Et en utilisant les élections comme instrument de légitimation de nominations préalables, il tente en réalité de marginaliser les électeurs. Les vieilles habitudes ont la vie dure. « Règles du jeu strictes et résultats non garantis » : à ce principe de base de la démocratie libérale, les élites russes préfèrent des règles du jeu vagues et un résultat sûr...

Le *système hybride* qui gère aujourd'hui les relations entre la société et le pouvoir s'est formé durant les années Eltsine et s'est renforcé sous Poutine³. D'un côté, ce système donne aux forces les plus variées – des communistes orthodoxes aux libéraux radicaux – la possibilité de se manifester. Il peut, tel un caméléon, revêtir diverses couleurs : oligarchique, bureaucratique ou démocratique – c'est même une condition de sa survie. D'un autre côté, pourtant, le système est gros de tensions et de conflits. Ces derniers ne pouvant être résolus de manière institutionnelle, ils sont refoulés et deviennent donc destructeurs pour la société et pour le pouvoir lui-même. Et il s'agit souvent d'oppositions quant à la répartition des richesses, ce qui limite la portée politique du débat...

Au vu de cette coexistence entre fonctionnement ancien et symboles libéralo-démocratiques, il n'est pas simple de savoir ce qui constitue le

2. La notion de « système russe » a été proposée pour caractériser le modèle des relations traditionnelles entre pouvoir et société par les historiens A. Foursov et Y. Pivovarov, « Russkaâ vlast' : istoriâ i sovremenost' », *Politiâ*, n° 1, 1999.

3. Sur le pouvoir hybride, L. Shevtsova, « From Yeltsin to Putin : Evolution of Power », in A. Brown et L. Shevtsova (dir.), *Gorbachev, Yeltsin, Putin, Political Leadership in Russia's Transition*, Washington, D.C., Carnegie, 2001 ; R. Sakwa, « The Regime System in Russia », *Contemporary Politics*, n° 1, 1997.

système ou demeure marginal par rapport à lui. Les communistes sont-ils aujourd'hui dans le système ? Si oui, où sont les libéraux, qui considèrent, eux, le Parti communiste comme un élément étranger ? Et si les communistes sont extérieurs au système, pourquoi sont-ils si bien représentés à la Douma ? Les privatisations sont-elles parties intégrantes du système, alors que 70 % des Russes en contestent les résultats ? Qu'est-ce qui correspond au système : la désignation du nouveau leader par son prédécesseur (modèle Eltsine) ou son émergence dans la compétition entre candidats ? Et dans l'entourage de Poutine, puisque ses partisans ont des idées divergentes sur le développement de la Russie, qui correspond vraiment au système ? Ces questions resteront ouvertes tant que pouvoir et société ne s'entendront pas sur les valeurs de base qui sous-tendent le régime politique du pays.

Ce pouvoir hybride (qui prend pour symboles le tricolore postcommuniste, le drapeau rouge communiste, l'hymne soviétique et l'aigle bicéphale tsariste) ne peut réaliser les réformes nécessaires. Il brûle ses vaisseaux à maintenir la stabilité, à arbitrer les conflits entre ses diverses composantes. Mais qu'est-ce qu'un système politique qui se compose d'une seule institution – le pouvoir présidentiel ?

La logique d'un régime

Vladimir Poutine a essayé de résoudre les contradictions héritées de Boris Eltsine en réformant le mode de gouvernement. Le régime précédent se caractérisait par une complaisance envers tout et tous, un féodalisme régional, le rôle privilégié du grand business, un franc favoritisme et le goût pour le style monarchique. La présidence eltsinienne fonctionnait par « révolutions permanentes » : changements des cadres et de caps⁴. Poutine, lui, a édifié un régime fonctionnant par « courroies de transmission ». Le deuxième président russe a recentré son pouvoir en renforçant le rôle de l'administration, fortifiant sa dimension verticale en s'appuyant pour l'essentiel sur les « structures de force » (armée, police, services de renseignements) ; bref, il a misé sur un État fort. Le régime eltsinien était un absolutisme électif. Sous Poutine, la Russie prend la forme d'un régime bureaucratique, semi-autoritaire, assez semblable à ceux de l'Amérique latine des années 1960 et 1970⁵ : un pouvoir concentré dans les mains d'un leader qui s'appuie surtout sur la

Le régime eltsinien était un absolutisme électif

4. Sur le régime politique de B. Eltsine, voir R. Braithwaite, *Across the Moscow River: The World Turned Upside Down*, New Haven, Yale University Press, 2002 ; L. Aron, *A Revolutionary Life*, New York, Saint Martin's Press, 2000 ; L. Shevtsova, *Yeltsin's Russia: Myths and Reality*, Washington, D.C., Carnegie, 1999.

5. Sur la première présidence de Poutine, voir L. Shevtsova, *Putin's Russia*, Washington, D.C., Carnegie, 2003 ; M. MacFaul, *Russia's Unfinished Revolution, Political Change from Gorbachev to Putin*, Londres, Cornell University Press, 2001.

bureaucratie et les structures de force, et soumet le monde des affaires, le potentiel réformateur étant assuré par incorporation des technocrates libéraux. Un tel régime est efficace à condition que le leader soit assez fort pour s'imposer aux divers groupes d'influence grâce à son charisme, à une armée combative ou à un appareil d'État efficace. Si une seule de ces conditions fait défaut, son pouvoir peut s'avérer éphémère.

Durant son premier mandat, Poutine n'a pas complètement réussi à donner forme au nouveau régime. Son pouvoir a dès le début été miné par la contradiction qui opposait les porteurs du potentiel modernisateur (dont le président lui-même et la partie libérale de son cabinet) aux éléments traditionalistes de son équipe. Sous Eltsine, l'« ancien régime » était incarné par le parti communiste ; sous Poutine, il l'est par les représentants des structures de force qui ont intégré l'équipe dirigeante et qui, plus que des communistes habitués au pluralisme, représentent l'archaïsme de la politique russe. Tout en étant lui-même nettement modernisateur, Poutine s'est ainsi, plus que son prédécesseur, trouvé entravé par sa propre équipe.

Sous Poutine, le pouvoir russe a l'apparence du mono-centrisme. Mais, en réalité, tout est plus compliqué. Les instruments manquent au pouvoir et son monolithisme n'est que le reflet inversé de la faiblesse des autres institutions. Le pouvoir est bien concentré, mais il ne donne pas pour autant la capacité de diriger. Les divers pôles d'influence gardent donc tout leur sens.

La société russe a légitimé Boris Eltsine comme destructeur. Elle attend autre chose de Vladimir Poutine, et la pérennité de son pouvoir dépendra de la satisfaction de ces attentes. Or, plus s'accroissent les problèmes auxquels est confronté le président, plus se renforce sa tendance à fuir les choix qui pourraient miner son leadership. Le principe fondamental de la présidence eltsinienne – l'irresponsabilité indéfiniment reproduite – demeure valide sous Poutine. Disposant de tous les leviers du pouvoir, le président rejettera l'échec sur le Premier ministre, sur le Parlement ou sur ses subordonnés. Les leviers du pouvoir russe sont donc déconnectés des résultats concrets : plus le pouvoir est concentré, moindre est sa responsabilité...

Le pouvoir présidentiel affaiblit, au nom de sa survie, toutes les autres institutions. Mais, dépourvu des mécanismes qui lui permettraient de concrétiser ses décisions (assez souvent justes), il s'affaiblit lui-même. Le leader se retrouve au centre d'un vide, repères perdus, sans échanges avec l'extérieur du bunker présidentiel. Le régime autoritaire électif d'Eltsine lui donnait en définitive, à travers les groupes d'influence et les régions, une plus grande marge de manœuvre... La puissance qui ne peut user de la contrainte est vouée à l'impuissance. Les lois de la « puissance impuis-

santé⁶ » (un terme qu'employait Guillermo O'Donnell en parlant des régimes de transition) ont autant touché Poutine qu'Eltsine. La méduse semble amorphe : elle réagit dès qu'elle se sent menacée... Mais seulement quand elle se sent menacée. L'effacement du leadership, à l'exception des moments où il s'estime mis en danger, caractérise ainsi le pouvoir personnalisé dans une société politique encore mal consolidée. On n'est donc pas en présence d'un pouvoir purement autoritaire, mais d'un système dans lequel l'arbitre refuse, au nom de sa survie, de prendre des décisions ou passe des compromis avec l'ensemble des groupes rivaux présents dans son orbite...

Le pouvoir comme système de tensions

L'expérience russe montre qu'un pouvoir construit sur le principe des « courroies de transmission » ne fonctionne que dans le cadre d'un système de subordination qui s'appuie sur la peur ou sur la violence. Si la contrainte est faible, si la peur du Kremlin s'évapore, la « transmission » ne marche pas. Un dysfonctionnement peut provoquer un déraillement, tous les éléments du régime étant liés dans un système de dépendance verticale. Le pouvoir russe n'est sauvé que par le fait qu'en dépit des attributs extérieurs de la puissance, il reste dispersé, vague.

L'absence d'institutions pouvant amortir les heurts entre groupes gravitant autour du pouvoir installe les tensions au cœur même de la politique russe. Et si ces tensions en viennent à se développer en coulisse, le degré d'imprévisibilité politique augmente. On doit aussi prendre en considération l'éloignement du champ étatique d'une part croissante de la population : 45 % des Russes interrogés disent aujourd'hui pouvoir se passer du soutien de l'État. À tout moment, cet éloignement, l'insatisfaction vis-à-vis du système, peut se transformer en défi pour le pouvoir⁷. Le « vote contre tous » ou l'abstention contredisent le modèle fondé sur la subordination⁸.

La réduction des institutions politiques à un rôle accessoire auprès du président renforce le poids de la bureaucratie dans la prise de décision. Sphère décisionnelle et société vivent chacune de leur côté, ce qui risque de conduire tôt ou tard à une rupture ; et la désagrégation de l'Union soviétique a montré où pouvait mener une telle évolution...

6. G. O'Donnell, « Delegative Democracy », *Journal of Democracy*, n° 1, 1994.

7. L'analyste russe V. Petukhov, en étudiant les résultats des sondages, arrive à la conclusion qu'une majorité relative des Russes « ne s'accommodent plus de la situation de stagnation qui se profile ». Pour l'heure, ils trouvent des formes individuelles d'adaptation. Mais, si l'absence de perspectives demeure, ils pourraient peut-être se tourner vers l'action politique. V. Petukhov, « La société et le pouvoir : l'épreuve de la stabilité », <www.Politkom.ru>, 18 juin 2003.

8. T. Kutkovets et I. Klâmkin, « Normal'nye liudi v nenormal'noj strane », *Moskovskie novosti*, 8 juillet 2002.

Le calme russe est fait d'illusions : illusion d'ordre, illusion de démocratie et d'institutions indépendantes, illusion de force, illusion de responsabilité. À terme, le pouvoir présidentiel pourrait lui-même devenir une illusion. Quand Poutine fuit ses responsabilités pour conserver sa position, il se montre touché par le même virus... Et comme toute la société politique est liée, de fait, à la cote de popularité du président, la perspective n'est guère rassurante.

Le choix de Vladimir Poutine

Arrivé au pouvoir après les changements inachevés de la période Eltsine, Poutine devait être d'abord, pour le « clan », un « consolidateur ». Mais consolider un bâtiment sans toit et aux fondations branlantes était une tâche peu aisée. Bon gré mal gré, le président a dû tenter à la fois de consolider et d'avancer sur la voie des réformes, en suivant sa logique propre.

On peut considérer que Vladimir Poutine, homme politique sans expérience, s'est assez bien acquitté de cette double tâche. « Président de tous les Russes », il a su garder dans son orbite des groupes d'influence opposés, organiser quelque peu le chaos eltsinien et initier quelques réformes économiques. Mais, pour cela, il a limité le pluralisme politique et les libertés, auxquels la société russe avait commencé à s'accoutumer.

Poutine a mené des réformes économiques modérées, restant, par son style et ses objectifs, un modernisateur classique, et s'appuyant sur la *triade* russe bien connue : *réformes imposées d'en haut, union avec l'Occident, absolutisme*. Cette approche a des chances de durer en Russie, car elle permet à la société de survivre, à la seule condition que celle-ci n'ait pas trop d'aspirations politiques et se contente de gérer ses soucis quotidiens.

Mais il est devenu de plus en plus difficile pour le président de contenter tout le monde, de garder le cap en partageant le pouvoir avec l'ancienne coterie dirigeante et de poursuivre la modernisation en sauvegardant le modèle eltsinien de capitalisme oligarchique. Une première solution consistait à s'appuyer plus nettement sur l'appareil d'État, à expulser du Kremlin l'ancien clan et les oligarques eltsiniens – à refuser, donc, le marchandage. Une seconde solution consistait à renforcer l'institutionnalisation du pouvoir et la prééminence de la loi, affaiblissant l'oligarchie par des mesures économiques et non répressives.

La concentration du pouvoir et la « révolution anti-oligarchique » lancée en 2003 contre Mikhaïl Khodorkovsky signifient que Poutine a tranché en faveur d'un régime bureaucratique et semi-autoritaire. Les élections à la Douma de décembre 2003, avec la défaite des libéraux et des démocrates et le progrès des tendances nationalistes, marquent la fin du chapitre eltsi-

nien et le début d'un règne Poutine de plein exercice, caractérisé par la consolidation bureaucratique et la brusque réduction de l'espace démocratique. Après douze ans de vie politique postcommuniste, ne subsistent à la Douma que des partis qui sont le prolongement du pouvoir exécutif : « Russie unie », « La Patrie », le Parti libéral-démocratique de Vladimir Jirinovski, le Parti communiste. « Yabloko » et les libéraux de l'Union des forces de droite (SPS) sont, de fait, sortis de la vie politique active...

Le président a voulu modifier le rapport des forces dans son entourage en évinçant des figures de proue de l'époque eltsinienne – en particulier certains oligarques. Le grand business, privé d'influence directe sur le pouvoir, a cessé *de facto* de constituer une oligarchie. Le retour de l'idée de « grande puissance » est aussi devenu plus apparent. Une administration bureaucratique rigoureuse a commencé à se substituer à l'anarchie eltsinienne. Le patchwork des styles et des idéologies a cédé la place à l'uniformité, et l'imitation des mécanismes démocratiques à une parodie de la démocratie.

Poutine a tranché en faveur d'un régime bureaucratique et semi-autoritaire

Certes, des visages familiers demeureront dans l'entourage du président. Il fera entrer au gouvernement de nouveaux technocrates et continuera à jouer au « président de tous les Russes ». Mais ne nous y trompons pas : Poutine est désormais à la tête d'un régime beaucoup moins démocratique, comme s'en aviseront vite ceux qui oseront transgresser les règles du jeu établies par le Kremlin.

Démocrates et libéraux continueront certes d'exister, en marge et sans influence sur la politique ou le climat général de la société. On peut même gager que le Kremlin suscitera l'émergence de partis libéraux loyaux, en les intégrant au processus de décision. Les techniciens du Kremlin ont déjà à leur actif plusieurs tentatives pour peupler une « aile démocratique » de leurs marionnettes : pour des observateurs peu au fait des finesses russes, un tel mouvement peut même revêtir l'apparence d'une nouvelle « vague démocratique ». Sous le premier mandat de Poutine, la scène politique russe permettait une expression d'opinions libérales et démocratiques dont le pouvoir devait tenir compte lors de la prise des décisions. Les législatives de 2003 ont fait du Kremlin la source unique de la politique russe. Les démocrates de la génération eltsinienne seront de plus en plus perçus comme des reliques du passé...

S'agit-il, au-delà, de la transformation de la Russie en État policier ? Non. Quelles que soient les orientations personnelles du leader russe, ce dernier se heurte inévitablement aux limites objectives de l'utilisation de la contrainte dans le pays. Une bureaucratie corrompue, une armée

dégradée, des structures de force saisies par l'affairisme, la diminution de la peur devant le pouvoir : tous ces facteurs restreignent le champ possible de l'autoritarisme, et encore plus les risques de dictature. De surcroît, les choix pro-occidentaux du président lui imposent certaines bornes. Cela ne signifie pas pour autant que le pouvoir soit préservé de toute tentation autoritaire ou même totalitaire – ces tentations s'aggravant en période de crise ou quand le pouvoir se sent peu sûr de ses positions.

L'évolution actuelle du pouvoir russe doit beaucoup aux choix personnels traditionalistes de Vladimir Poutine. Mais les circonstances poussent aussi dans cette direction : des institutions démocratiques peu développées ont déjà entamé une dégénérescence, qui se traduit par une inévitable désaffection vis-à-vis de l'idée même de démocratie. Les couches de la population qui pouvaient avoir un penchant pour les mœurs démocratiques, face au désordre et à l'impuissance des autorités à résoudre de simples problèmes de sécurité intérieure, se tournent désormais vers les méthodes musclées. Les mécontents de Poutine, dans tous les camps, le taxent en réalité de *faiblesse*. Et une telle critique pousserait n'importe quel leader à montrer ses muscles... L'affadissement du principe démocratique rend pourtant ce pouvoir vulnérable et réduit sa légitimité, particulièrement en temps de crise.

En outre, une épreuve à venir pèsera lourdement sur l'évolution du régime : celle de la succession. En organisant son auto-reproduction au pouvoir, l'équipe Eltsine a réussi, en 1999, à éviter deux écueils : la perte de contrôle des événements et la dictature. En choisissant un représentant des systèmes de forces (le précédent candidat à la succession était Sergueï Stepachine), on reconnaissait sans doute la logique profonde du pouvoir et, dans son fonctionnement, le rôle de la force qui seule pouvait, en cas de nécessité, corriger les résultats électoraux... Mais le piège était là. L'homme nouveau arrivait au pouvoir entouré d'une nouvelle « famille » qui, tôt ou tard, devrait s'opposer à l'ancienne. Comment sera réglé, en 2008, le problème de la transmission du pouvoir, quand la Constitution n'autorisera plus Poutine à prétendre à un nouveau mandat ?

Déjà la classe politique russe s'interroge : faudra-t-il soutenir le successeur désigné par Poutine ou provoquer un changement de Constitution autorisant une prolongation du mandat de l'actuel président ? Certains pensent sans doute qu'il faudra chercher le successeur hors du Kremlin, c'est-à-dire choisir *un moyen de transmission du pouvoir à l'extérieur du régime*. La question même de la future succession entre ainsi en conflit avec la logique de la transmission du pouvoir par l'élection, annonçant de considérables bouleversements.

Le fait que les clans russes préparent déjà les élections de 2008 pose un sérieux problème à Poutine. Il pourrait être contraint, au lieu de moderniser le pays, d'user ses forces à réduire la guerre de succession ou simplement à maintenir la barque à flot. Mais, dans tous les cas de figure, le président a besoin des pleins pouvoirs pour assurer la reproduction du pouvoir – le sien ou celui de son successeur.

Après sa réélection de 2004, Poutine voudra certainement garder le cap de réformes de marché modérées et d'une orientation pro-occidentale. Si les circonstances extérieures et intérieures s'y prêtent, il n'est pas exclu qu'il réussisse à préserver la croissance et une certaine impression de stabilité. Mais nombre de facteurs pourraient compliquer sa politique réformatrice. Il est peu probable que le renforcement de la bureaucratie lui laisse les mains libres : elle a toujours été le fossoyeur des réformes en Russie. Le Kremlin aura, par ailleurs, du mal à diriger son parti, « Russie unie », masse informe et largement amorphe réunie non autour d'une idéologie, mais de la loyauté vis-à-vis du leader – l'absence de partis démocratiques influents privant le pouvoir d'un mécanisme correcteur. Enfin, le Kremlin a lui-même créé une demande national-populiste, désormais largement présente à la Douma. On peut supposer que les leaders nationalistes et populistes (Vladimir Jirinovski, Dmitri Rogozine, Sergueï Glaziev) pousseront leur avantage afin de former le pivot décisif du prochain cycle des élections de 2007-2008.

Comment contrecarrer l'érosion de l'espace démocratique en Russie ? Par une pression de la société, exigeant des réformes démocratiques radicales ; par le développement d'un vrai leadership démocratique, prenant conscience de ce que le maintien des anciennes structures est désormais impossible ; donc par l'émergence d'une force libérale et démocratique formulant une véritable stratégie de transformation.

Aucun de ces éléments n'existe aujourd'hui en Russie. Si la croissance se maintient, Vladimir Poutine gardera son pouvoir sur une société calme, avec une vraie popularité, en espérant que ce soutien perdure. Au demeurant, les changements de système n'interviennent jamais en période d'accalmie, mais en temps de crise, face au mécontentement de la population. À la Russie de dire si le changement peut intervenir sans crise...

Comment contrecarrer l'érosion de l'espace démocratique en Russie ?

Poutine pourrait-il prendre l'initiative d'un changement du système de pouvoir ? Il n'existe pas d'exemple de leader qui ait lui-même démonté un système qu'il avait créé. Mikhaïl Gorbatchev a décidé la restructuration (perestroïka) d'un système qu'il n'avait pas créé. Poutine favorise de fait la renaissance de l'État russe traditionnel. Même s'il décidait de réformer son

propre régime, cela serait sans doute beaucoup plus difficile qu'au temps du système eltsinien, où la tension vers la démocratie était nettement plus tangible.

Les leaders peuvent pourtant aussi choisir les réformes pour ne pas figurer dans les manuels d'histoire en tant que simples codicilles, ou plus simplement si leur survie – y compris physique – en dépend...

L'Occident et les réformes russes

L'intégration internationale d'une société en transition peut seule garantir la pérennité, l'irréversibilité de sa modernisation, surtout s'il s'agit d'une modernisation postindustrielle. Or, en dépit de relations apparemment cordiales entre Moscou et l'Occident, l'intégration internationale de la Russie n'est pas sans poser un certain nombre de questions.

L'attitude de Poutine dans l'après-11 septembre 2001 a confirmé un choix stratégique en faveur du rapprochement avec l'Occident. Mais, pour que ce choix personnel se concrétise en réelle intégration de la Russie dans la communauté occidentale, il doit bénéficier à la fois d'un soutien de la classe politique russe et d'un soutien occidental.

La convergence des intérêts géopolitiques de la Russie et de l'Occident ne suffit pas à justifier une intégration de Moscou dans l'Union européenne ou dans l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). La clé de l'intégration dans la communauté occidentale est le partage de valeurs communes, donc la transformation du système russe. En outre, une telle intégration suppose que la Russie soit prête à aliéner une part de sa souveraineté au profit d'institutions supranationales. L'évolution du pouvoir russe vers l'autoritarisme bureaucratique complique singulièrement le problème : l'idéologie étatique est à nouveau populaire ; pire, une large part de la population cherche désormais la solution à ses difficultés dans les diverses variantes du national-populisme.

Un autre obstacle se dresse sur le chemin de la Russie vers l'Occident : la scission intervenue à l'Ouest à l'occasion de la guerre contre l'Irak. Cette scission a été provoquée par de vraies divergences sur l'organisation du monde, l'analyse des menaces, le rôle de la force, etc. Plongé dans la recherche d'une nouvelle identité, l'Occident ne joue plus son rôle de pression extérieure en faveur de la transformation de la Russie. Mais soyons justes : cette pression seule ne peut être décisive.

La Russie elle-même n'a pas décidé quel Occident choisir : l'Amérique ou l'Europe⁹ ? En raison de cette hésitation, la classe politique russe ne collabore avec l'Occident que ponctuellement, pour résoudre tel problème en maintenant le *statu quo* intérieur. Quant aux élites occidentales, occupées à résoudre leurs propres interrogations, elles ont d'autres priorités et souhaitent avant tout une Russie stable, qui ne leur pose pas trop de problèmes. Dans les années 1990, la transformation de la Russie était un objectif majeur de l'Occident ; aujourd'hui, ce dernier semble se résigner au recul temporaire de ce pays vers le passé.

L'Europe et la Russie ont désormais des objectifs stratégiques différents. L'Europe est préoccupée par la création d'une communauté où les notions de territoire, de force, de souveraineté perdent leur signification d'antan. La Russie construit toujours son État national, protégeant fébrilement sa souveraineté, et considère son unité territoriale comme la condition *sine qua non* de son existence. Bruxelles et Moscou parlent un langage politique différent et poursuivent des objectifs politiques divergents¹⁰. Il n'est donc pas étonnant que les élites politiques moscovites et européennes se comprennent de moins en moins et peinent à cacher leur agacement réciproque.

Avec l'Amérique, les choses ne vont guère mieux. Pour les néoconservateurs au pouvoir à la Maison-Blanche, la Russie est surtout un partenaire de la coalition antiterroriste. Les autres dimensions du dialogue entre Moscou et Washington sont réduites au symbolique. Une telle coopération, limitée aux problèmes de sécurité, renforce les positions des traditionalistes russes, réticents à passer à un autre niveau d'échange avec l'Occident. Il est d'ailleurs intéressant de noter que ceux-ci voient le monde à peu près de la même façon que les néoconservateurs américains : par le prisme de la menace ou de l'utilisation de la force militaire...

Dans le contexte actuel, la politique extérieure est, pour Moscou, un moyen de stabilité qui n'est plus relié à la transformation intérieure. Et cette recherche de stabilité, qui intéresse aussi l'Occident, s'accorde assez bien avec la tendance au renforcement bureaucratique et autoritaire. L'Occident ne joue plus son rôle d'*accélérateur extérieur des réformes*. Et il n'est plus exclu qu'il devienne un *facteur de freinage des réformes russes*.

La politique extérieure est, pour Moscou, un moyen de stabilité qui n'est plus relié à la transformation intérieure

9. R. Legvold, « Russia's Unformed Foreign Policy », *Foreign Affairs*, n° 5, 2001 ; A. Stent et L. Shevtsova, « America, Russia and Europe: A Realignment? », *Survival*, n° 4, 2002-2003.

10. D. Lynch, *La Russie face à l'Europe*, Paris, IES/EU, Cahiers de Chaillot, n° 60, mai 2003.

Pour bonnes qu'elles soient en apparence, les relations entre la Russie et l'Occident pourraient ainsi déboucher sur une nouvelle période de refroidissement et de méfiance. Certains signes sont déjà visibles, par exemple dans les difficultés du processus d'adhésion de la Russie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou dans le conflit d'intérêts dans l'ancien espace soviétique, en Géorgie, en Moldavie ou en Asie centrale¹¹. La tendance au national-populisme ne peut que renforcer ces risques.

Le deuxième mandat de Vladimir Poutine sera pour la société russe une épreuve de maturité et d'attachement aux idées de la démocratie libérale. Il constituera également une épreuve pour le président lui-même : quel équilibre sera-t-il capable de trouver entre son pragmatisme et le sens d'une mission historique – transformer la logique traditionnelle russe d'écrasement de l'individu et de la société civile ? Le temps s'ouvre aussi d'une douloureuse interrogation pour la minorité démocratique russe. Elle représente sans doute de 12 à 15 % de l'électorat, mais n'a pas su déboucher sur une représentation politique influente.

On peut craindre que la Russie ne s'arrête pas au stade du pouvoir bureaucratique et semi-autoritaire actuel, mais poursuive sa chute vers un autoritarisme plus accompli. Pour arrêter ce mouvement, la société russe doit se débarrasser de l'idée que son pays n'est pas prêt pour des institutions indépendantes et que seuls un leader fort et un État sans contrôle peuvent garantir l'ordre. Le destin de la démocratie russe dépend du développement d'une alternative démocratique, face à un pouvoir qui n'a toujours pas abdiqué les vieux démons de la tradition.



MOTS CLÉS

Russie
Institutions politiques
Politique étrangère
Réformes

11. D. Trenin, « 'La Russie entre dans le nouvel isolationnisme' », *Nezavisimaya Gazeta*, 8 décembre 2003.